



Assemblée générale

Distr. générale
22 juillet 1999
Français
Original: anglais

Cinquante-quatrième session

Points 12, 98, 102 et 105 de l'ordre du jour provisoire*

Rapport du Conseil économique et social

Questions de politique macroéconomique

Activités opérationnelles de développement

Mondialisation et interdépendance

Lettre datée du 9 juillet 1999, adressée au Secrétaire général par la Chargée d'affaires par intérim de la Mission permanente de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué commun du Groupe des Quinze, adopté lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Groupe des Quinze, tenu à Montego Bay (Jamaïque), du 10 au 12 février 1999 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale, au titre des points 12, 98, 102 et 105 de l'ordre du jour provisoire.

La Chargée d'affaires par intérim
(Signé) Diane Quarless

* A/54/150.

Annexe

Communiqué commun du Groupe des Quinze adopté lors du neuvième Sommet des chefs d'États et de gouvernement du Groupe des Quinze, tenu à Montego Bay (Jamaïque), du 10 au 12 février 1999

1. Nous, chefs d'État et de gouvernement du Groupe des Quinze, réunis en notre neuvième Sommet à Montego Bay (Jamaïque) du 10 au 12 février 1999, réaffirmons notre solidarité mutuelle et notre volonté de promouvoir la croissance, l'emploi et le bien-être général. Nous considérons que seule l'émergence d'une «communauté d'intérêts» entre pays développés et pays en développement permettra d'atteindre ces objectifs et d'instaurer une économie mondiale juste et équitable.
2. Un tour d'horizon de l'économie mondiale à la fin de cette décennie et de ce siècle met en évidence la nécessité de partager plus équitablement les fruits de la mondialisation et de la libéralisation. Nous devons, par conséquent, forger des ententes sur les enjeux complexes liés aux conséquences sociales et économiques de la mondialisation et, par le biais d'un dialogue de haut niveau et de partenariats viables, faire face aux défis qu'affronte la communauté internationale.
3. Nous demeurons attachés aux règles du marché. Nous considérons aussi que, pour assurer le fonctionnement de l'économie de marché, les gouvernements doivent jouer un rôle effectif et efficace dans la mise en place et la gestion des institutions, des systèmes et des infrastructures. Pour autant qu'elles soient régies par l'éthique, les grandes avancées scientifiques et leurs applications technologiques, notamment dans les domaines de l'information, de la communication et de la santé, devraient permettre de relever les niveaux de vie sur tous les continents. Afin de tirer le plus grand parti de ces découvertes scientifiques et des innovations techniques, pays développés et pays en développement devraient privilégier et renforcer leur collaboration dans les domaines scientifique et technologique.
4. Les projections et les scénarios les plus récents relatifs à la croissance, au développement et à la répartition des avantages nous interpellent tout particulièrement. Les répercussions de la crise financière sur les systèmes, les niveaux élevés du chômage structurel, la progression de l'écart entre les revenus au sein des pays et entre les pays et la menace d'une remontée du protectionnisme ont entraîné un ralentissement de la croissance. Dans les pays les plus touchés, la crise aggrave la pauvreté et, d'une manière générale, l'instabilité sociale.
5. De concert avec les pays en développement et d'autres membres de la communauté internationale, et alors que nous nous acheminons vers le prochain sommet qui se tiendra en Égypte en 2000, nous considérons que les perspectives de l'économie mondiale pourraient s'améliorer grâce à une démarche multilatérale appropriée.
6. Nous appréhendons mieux les causes et les conséquences de la crise financière actuelle ainsi que les mesures correctives requises pour y faire face. La crise a mis en lumière les risques liés aux mouvements de capitaux spéculatifs à court terme dont les effets nocifs ont touché de manière disproportionnée les pays en développement, notamment les pays pauvres et vulnérables. L'apport de liquidités à la fois sur les marchés internationaux et, par le biais de nouveaux mécanismes de financement, au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale, l'augmentation des ressources destinées aux programmes sociaux et la mise en place d'instruments financiers régionaux sont encourageants mais doivent être soutenus. Nous lançons un appel au FMI et à la Banque mondiale afin que, tout en répondant aux besoins en liquidités des pays les plus touchés, ils aident à corriger les déséquilibres des comptes courants et assurent le financement du développement à long terme.

7. Nous appuyons les mesures qui ont été prises pour accroître la transparence et la responsabilité, renforcer les systèmes financiers nationaux, notamment le contrôle prudentiel, et améliorer le suivi et la gestion de la crise financière internationale, à l'échelon multilatéral. Nous constatons la lenteur du processus de réforme du système financier international et demandons instamment que des mesures concrètes soient prises pour, notamment :

- Instituer des mécanismes et des règles qui permettent de contrôler et de superviser les activités des grands intervenants sur les marchés financiers, y compris les spéculateurs qui interviennent sur les fonds de couverture et les monnaies. Ces mécanismes et ces règles devraient fournir aux gouvernements un cadre international de référence qui, jouant le rôle d'un système d'alerte rapide, permettrait d'adopter les mesures correctives nécessaires;
- Assurer une plus grande cohésion entre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et les institutions monétaires et financières internationales pertinentes en respectant leurs mandats, leurs exigences de confidentialité et la nécessaire autonomie dans les procédures de prise de décisions de chaque institution et en évitant d'imposer des conditionnalités supplémentaires ou croisées;
- Intégrer des filets de sécurité dans les politiques et programmes de développement, aux niveaux micro et macroéconomique, en veillant à ce qu'ils répondent aux besoins fondamentaux des secteurs les plus pauvres et les plus vulnérables de la population et en préservant le «capital humain» constitué par les travailleurs dont les emplois sont menacés.

8. Les mesures constructives déjà adoptées attestent de notre «communauté d'intérêts». À l'évidence, elles ne suffisent pas puisque l'on continue de ressentir, partout dans le monde, les effets de la crise. La communauté internationale doit donc poursuivre avec détermination les réformes engagées. Il apparaît nécessaire d'engager une réforme des institutions pour les rendre plus démocratiques, plus transparentes et plus responsables devant leurs membres, et de concevoir de nouveaux cadres stratégiques davantage adaptés aux contextes nationaux. Nous nous félicitons de voir que l'on envisage des mesures destinées à renforcer le système financier international et à rétablir ainsi la stabilité et la prévisibilité des marchés financiers internationaux. Le Comité intérimaire et le Comité du développement du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, notamment, sont des mécanismes institutionnels clefs capables de mener à bien les réformes à caractère systémique. En outre, la libéralisation des mouvements de capitaux doit s'effectuer de manière ordonnée, progressive et bien échelonnée, à un rythme qui permette aux pays de renforcer leur capacité de faire face à toutes les conséquences de cette libéralisation.

9. En s'efforçant de gérer la crise à court terme et de réformer le système financier international, on devra tenir compte du fait que l'économie mondiale regroupe des pays évoluant dans des contextes différents. Il nous paraît donc essentiel que les pays développés et les pays en développement puissent se prononcer. Il conviendrait de mettre en place un mécanisme consultatif international pour veiller à ce que le processus de réforme du système financier international tienne compte de ces différences. Par ailleurs, le dispositif de lutte contre la crise devrait être suffisamment souple pour permettre de choisir, entre plusieurs options, celle qui convient le mieux à la situation particulière d'un pays donné. Le Groupe des Quinze peut et doit contribuer à la réalisation de ces objectifs.

10. Outre l'intérêt qu'elle porte aux questions systémiques, la communauté internationale devrait également se pencher sans plus attendre sur la situation des pays en développement, notamment africains, qui ne peuvent guère accéder aux marchés des capitaux privés et pour lesquels l'aide publique au développement (APD) et les autres flux d'aide concessionnelle

jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs de développement. La communauté internationale devrait, par conséquent, dépasser très rapidement l'initiative en faveur des pays pauvres lourdement endettés et aider ces pays à réduire sensiblement l'encours et le service de leur dette, que celle-ci soit bilatérale, multilatérale, officielle ou commerciale. Nous nous félicitons de la décision récente de la présidence de l'Union européenne et du G7 d'annuler une partie de la dette des pays les plus pauvres, mesure qui devra être mise en application le plus rapidement possible pour redonner espoir à ces pays.

11. Nous déplorons les facteurs structurels qui ont entraîné une chute notable des prix de tous les produits de base. La crise financière internationale qui a ralenti la demande globale et affecté les exportateurs de produits de base a aggravé la situation. Nous exhortons les pays développés à se joindre à nous au sein des institutions internationales compétentes pour adopter des mesures correctives, dans le cadre d'une démarche méthodique et intégrée visant à relancer la croissance et le développement.

12. Nous considérons que le commerce international en général et le développement des exportations des pays en développement en particulier bénéficieraient d'une réduction des mesures commerciales restrictives, d'une diminution de l'instabilité excessive, notamment des taux de change, et d'une prévention des inversions soudaines de flux de capitaux à court terme et de la perturbation des crédits commerciaux. Nous demeurons convaincus que, pour prévenir le risque d'une récession économique mondiale, les pays doivent résister à la tentation du protectionnisme et les marchés doivent rester ouverts, l'investissement étranger direct doit être accru et l'accès aux marchés des capitaux privés ou concessionnels doit être assuré pour les pays en développement à des conditions sûres et prévisibles.

13. Parmi les graves répercussions de la crise financière, on peut mentionner les nombreuses pertes d'emploi et la progression de la pauvreté. À l'échelon mondial, en dépit de certains progrès réalisés en matière de productivité et d'innovation, le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté en chiffres absolus et, dans certains pays, ce fléau s'enracine. Nous estimons qu'il faut, d'urgence, répondre aux besoins immédiats de ces populations et invitons la communauté internationale à y accorder une attention prioritaire, non seulement pour des considérations morales ou éthiques mais également afin d'assurer la paix et la stabilité internationales. Nous nous félicitons que les institutions de Bretton Woods prennent désormais conscience de la nécessité de tenir compte des retombées structurelles à long terme des politiques adoptées dans le contexte de l'ouverture des marchés. Les engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement social invitent les peuples de tous les pays et la communauté internationale à prendre part à la lutte contre la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale.

14. Nous constatons avec satisfaction que le Bureau international du Travail (BIT) entreprend une étude approfondie sur les répercussions préjudiciables de la crise financière, dans le but d'élaborer les mesures correctives qui s'imposent. Nous invitons le BIT à lancer une stratégie générale de l'emploi lors du Conseil d'administration et de la Conférence ministérielle du BIT qui se tiendront cette année. Nous coopérerons avec tous les partenaires sociaux au sein du cadre tripartite du BIT afin d'atteindre cet objectif. Une stratégie de l'emploi, comprenant le droit au travail, renforcerait notre adhésion aux conventions internationales du BIT sur les droits des travailleurs.

15. Nous sommes résolus à honorer les engagements souscrits lors des conférences mondiales, des réunions de haut niveau et des sommets de l'Organisation des Nations Unies et exhortons tous les membres de la communauté internationale à honorer ces engagements. Par ailleurs, nous nous engageons à œuvrer à la réussite des différents sommets et conférences de l'Organisation des Nations Unies qui sont prévus en 2000, notamment le Sommet des pays du Sud à La Havane, la Conférence des Nations Unies sur le financement du développement

et le Sommet du millénaire à New York et la dixième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à Bangkok.

16. Nous réaffirmons qu'il est essentiel d'établir, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce, un système commercial multilatéral transparent, juste, équitable et réglementé qui intègre véritablement tous les pays et s'oriente vers «le relèvement des niveaux de vie, la réalisation du plein emploi et d'un niveau toujours croissant du revenu réel et de la demande effective, et l'accroissement du commerce de marchandises et de services». À cet égard, nous redisons que l'adoption de mesures unilatérales exerçant des effets hors des frontières est incompatible avec le système commercial multilatéral et risque de le compromettre.

17. Nous convenons de poursuivre notre participation aux activités de l'OMC, à la mise en œuvre de son programme de travail actuel, ainsi qu'aux discussions et aux consultations devant conduire à la troisième Conférence ministérielle cette année, échéance à laquelle nous déciderons de son futur programme de travail, y compris de nouvelles mesures de libéralisation suffisamment ouvertes pour tenir compte des préoccupations et des intérêts des pays en développement. Dans le cadre du processus préparatoire, nous engagerons des consultations avec nos partenaires commerciaux au sein de l'OMC, en gardant présents à l'esprit les principes suivants :

- La légitimité des objectifs de développement des pays en développement et, par conséquent, la nécessité de préserver, au sein du système commercial multilatéral, des espaces économiques destinés à la mise en œuvre de politiques de développement axées sur le marché, ainsi que la nécessité de mettre en œuvre intégralement les clauses spéciales et différenciées dans tous les domaines prévus par les accords, conformément aux conclusions du récent Symposium du Groupe des Quinze sur le traitement spécial et différencié des pays en développement prévu dans les accords du Cycle d'Uruguay;
- La nécessité de surmonter les difficultés que rencontrent les pays en développement dans la mise en application des accords de l'OMC, afin qu'ils puissent participer plus efficacement au système commercial multilatéral;
- Les pays développés ne peuvent utiliser l'inaccomplissement de leurs obligations au titre des accords du Cycle d'Uruguay comme instrument de négociation pour obtenir davantage de concessions de la part des pays en développement.

18. Nous prenons note des négociations concernant l'adhésion à l'OMC et de l'accord sur l'examen des progrès réalisés. Compte tenu de notre volonté de voir les pays en développement accéder le plus rapidement possible à l'OMC, nous convenons que les termes de l'adhésion doivent se conformer aux accords de l'OMC, y compris les clauses spéciales et différenciées.

19. Nous demandons instamment la pleine application des mesures convenues lors de la Réunion de haut niveau sur les pays les moins avancés (PMA) ainsi que du programme de travail que l'on élabore pour intégrer les petites économies dans le système commercial multilatéral. Par ailleurs, nous encourageons le renforcement de la coopération entre l'OMC et la CNUCED et le renforcement des capacités institutionnelles des pays en développement pour leur permettre de participer plus efficacement aux négociations et de tirer le meilleur avantage du système commercial multilatéral.

20. Les normes du travail continueront d'être établies et discutées au sein du BIT. Nous réaffirmons notre opposition à l'inclusion de ces normes dans le programme de travail de l'OMC. On ne pourra invoquer la mention «lié au commerce» pour établir des normes dans une institution et les faire appliquer à l'OMC ou dans tout autre cadre institutionnel.

21. La relation entre le commerce et l'environnement est une question importante et complexe qui exige une étude approfondie. Nous appuyons le travail d'analyse qu'ont entrepris plusieurs institutions pour clarifier cette relation. Ce travail devrait se poursuivre. Nous rejetons le recours à des mesures commerciales pour atteindre des objectifs écologiques et vice versa, ainsi que les mesures protectionnistes utilisées par les pays développés au nom du caractère «multifonctionnel» du secteur commercial.

22. Nous accueillons avec satisfaction l'offre de l'Inde d'accueillir une réunion du Groupe des Quinze, à un niveau approprié, en préparation de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC. Nous saluons les autres propositions visant à renforcer la coopération entre pays en développement, particulièrement celles concernant les projets mis en œuvre à l'échelon du Groupe des Quinze. Nous convenons d'intensifier la coopération entre pays du Groupe des Quinze en matière de science et de technologie et d'établir des mécanismes efficaces et autonomes dans le domaine de la recherche-développement, sous la coordination du Mexique. Nous nous associons à la proposition de l'Inde d'élaborer une approche par secteurs stratégiques pour la coopération Sud-Sud, en mettant l'accent sur la biotechnologie, les technologies de l'information et le développement des infrastructures. Nous souscrivons également au projet proposé par la Jamaïque concernant la collaboration entre les pays du Groupe des Quinze dans les domaines de l'environnement et des sciences nucléaires. Comme tous les projets du Groupe des Quinze, ces projets continueront d'être ouverts à tous les pays en développement. Nous prenons note, avec satisfaction, des traités d'investissement bilatéraux récemment conclus entre plusieurs membres du Groupe des Quinze. Nous nous engageons à apporter notre assistance aux pays du Groupe et aux autres pays en développement particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles, à d'autres difficultés d'ordre géographique et aux chocs extérieurs.

23. Nous avons examiné la menace que constitue le terrorisme pour la paix et la stabilité aux niveaux national, régional et international. Les actes terroristes entament l'intégrité politique et territoriale des pays, détruisent le tissu social et désorganisent les institutions démocratiques. Il compromettent également la croissance et le développement économiques. Par conséquent, nous condamnons énergiquement toutes les formes de terrorisme, leurs auteurs et tous ceux qui les soutiennent sous quelque couvert que ce soit. Nous préconisons le renforcement de la coopération régionale et internationale pour prévenir et combattre cette menace, et invitons tous les États à adhérer aux conventions multilatérales sur l'élimination des actes de terrorisme, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous recommandons également que soit rapidement conclue et mise en application une convention internationale globale sur la lutte contre le terrorisme.

24. Nous saluons l'instauration d'un dialogue officiel entre le Président du Groupe des Quinze et la présidence du G8. Nous considérons qu'il s'agit là d'une démarche constructive qui donne corps à la «communauté d'intérêts». Nous souhaitons la poursuite et l'approfondissement du dialogue et de la collaboration constructive à tous les niveaux sur les volets prioritaires de la situation économique internationale.

25. Nous accueillons avec satisfaction le Sri Lanka en tant que dix-septième membre du Groupe des Quinze, en exprimant la conviction qu'il contribuera efficacement à la réalisation de nos objectifs et de nos activités futures.

26. Nous exprimons notre profonde appréciation à la Jamaïque pour la compétence et l'efficacité avec lesquelles elle a assumé son mandat de président de notre groupe. Nous adressons nos remerciements au peuple et au Gouvernement jamaïcains pour l'hospitalité chaleureuse qu'ils nous ont réservée et pour les excellentes dispositions qu'ils ont prises pour assurer la réussite du neuvième Sommet du Groupe des Quinze. Ce neuvième Sommet nous

a permis, avant le nouveau millénaire, de dresser le bilan de notre coopération passée et de renouveler notre engagement à poursuivre cette coopération au cours du XXI^e siècle.

27. Nous accueillons avec appréciation l'offre généreuse du Gouvernement de la République arabe d'Égypte d'accueillir le dixième Sommet du Groupe des Quinze en 2000 et nous réjouissons à la perspective de nous réunir à nouveau au Caire. Nous saluons également l'offre du Gouvernement indonésien d'accueillir le onzième Sommet du Groupe en 2001.
